

**CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICES SANS
SERVICE PUBLIC PORTANT SUR LA GESTION,
L'ENTRETIEN ET L'EXPLOITATION DE LA SALLE
« LE DIX-HUIT » DE LA CCI NICE COTE D'AZUR**

- - -

**SALLE POLYVALENTE DE SPECTACLES,
SEMINAIRES, CONFERENCES**

**PROJET DE CONTRAT VALANT CAHIER DES
CHARGES**

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

1°/ La **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NICE CÔTE D'AZUR**,
établissement public de l'Etat dont le siège est situé 20 Boulevard Carabacel à NICE (06000),
identifiée sous le numéro SIREN 180 600 017,

représentée par son Président en exercice, M. Jean-Pierre SAVARINO, agissant ès qualités,

Ci-après désignée le « Concédant » ou la « CCINCA »

D'UNE PART,

ET

2°/ Raison sociale de l'Entreprise : *(à préciser)*

Adresse : *(à préciser)*

Numéro Siret : *(à préciser)*

Licences : n° *(à préciser)*

N° TVA Intracommunautaire : *(à préciser)*

Téléphone : *(à préciser)*

Représenté par : en qualité de : *(à préciser)*

Ci-après désigné le « Concessionnaire »

D'AUTRE PART,

Ensemble désignées les « Parties » ou individuellement la « Partie ».

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
PREAMBULE :	4
IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :	5
CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 1. – OBJET DU CONTRAT ET DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 2. – DROITS RESERVES AU CONCEDANT	6
ARTICLE 3. – ENTREE EN VIGUEUR - DUREE	7
ARTICLE 4. – CREATION D’UNE SOCIETE DEDIEE	7
ARTICLE 5. – CESSION ET CONTRATS AVEC LES TIERS	8
ARTICLE 6. – CARACTERISTIQUES ET DESCRIPTION DES LOCAUX, DOMANIALITE	9
<i>6.1. Description, adresse des locaux, classification ERP</i>	9
<i>6.2. Prescriptions particulières relatives à l’utilisation des lieux</i>	10
<i>6.3. Domanialité, absence de droit réel</i>	11
<i>6.4. Energies, fluides, WIFI</i>	12
ARTICLE 7. – ÉTAT DES LIEUX	12
ARTICLE 8. – PROMOTION, PUBLICITE, COMMUNICATION	13
CHAPITRE II – CONDITIONS GENERALES D’EXPLOITATION	13
ARTICLE 9. – CONDITIONS GENERALES	13
ARTICLE 10. – CONDITIONS PARTICULIERES AUX SPECTACLES	14
ARTICLE 11. – CONDITIONS PARTICULIERES A L’ACTIVITE BUVETTE ET DE LOCATION DE MATERIELS	15
ARTICLE 12. – DROITS D’EXPLOITATION SUR LES SIGNES DISTINCTIFS, SITE INTERNET	15
ARTICLE 13. – BILLETTERIE, PAIEMENT	16
ARTICLE 14. – SECURITE, INCENDIE	17
ARTICLE 15. – AMENAGEMENT INTERIEUR	18
ARTICLE 16. – OBLIGATION D’ENTRETIEN, DE REPARATIONS ET DE PROPRETE	18
ARTICLE 17. – TRAVAUX	19
ARTICLE 18. – PERSONNEL	20
<i>18.1. Reprise du personnel</i>	20

<i>18.2. Communication des informations concernant les personnels.....</i>	<i>20</i>
<i>18.3. Sécurité des personnels.....</i>	<i>20</i>
<i>18.4. Badges et accès</i>	<i>21</i>
ARTICLE 19. – ENGAGEMENTS EN TERMES DE RSE.....	21
CHAPITRE III – CONTRÔLE - STIPULATIONS ASSURANTIELLES.....	21
ARTICLE 20. – SUIVI ET CONTROLE DE L’EXECUTION DE LA CONCESSION	
.....	21
<i>20.1. Contrôle du Concédant.....</i>	<i>21</i>
<i>20.2. Comité de suivi</i>	<i>22</i>
<i>20.3. Rapport annuel d’activité.....</i>	<i>22</i>
ARTICLE 21. – RESPONSABILITE ET ASSURANCES DU CONCESSIONNAIRE	23
CHAPITRE IV – STIPULATIONS FINANCIERES.....	24
ARTICLE 22. – CHIFFRE D’AFFAIRES ET TARIFICATION.....	24
ARTICLE 23. – AMORTISSEMENT DES INVESTISSEMENTS REALISES.....	25
ARTICLE 24. – REDEVANCE	25
<i>24.1. Part fixe annuelle</i>	<i>25</i>
<i>24.2. Part variable annuelle.....</i>	<i>25</i>
ARTICLE 25. – CHARGES, IMPOTS, TAXES ET DROITS D'AUTEUR.....	26
ARTICLE 26. – DEPOT A CARACTERE DE CAUTIONNEMENT	26
CHAPITRE V - SANCTIONS, FIN DE CONTRAT	27
ARTICLE 27. – PENALITES, SANCTIONS PECUNIAIRES.....	27
ARTICLE 28. – RESILIATION DU CONTRAT POUR FAUTE DU	
CONCESSIONNAIRE	28
ARTICLE 29. – RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL.....	29
ARTICLE 30. – RESILIATION POUR CAS DE FORCE MAJEURE	29
ARTICLE 31. – SORT DES BIENS.....	30
ARTICLE 32. – REPRISE DES BIENS ET STOCKS.....	30
ARTICLE 33. – CONTINUE DU SERVICE.....	31
ARTICLE 34. – MODIFICATION ET REEXAMEN DU CONTRAT	31
ARTICLE 35. – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	32
ARTICLE 36. – CONTENTIEUX	32

PREAMBULE :

1. Contexte

La CCI Nice Côte d’Azur est propriétaire à NICE (06000), en plein centre-ville à deux pas du musée du MAMAC, de la Tête Carrée, du futur Hôtel des Polices et de parcs de stationnements (parking Marshall, Promenade des Arts, Jean Bouin), d’une salle polyvalente entièrement modulable conçue pour recevoir des spectacles (concerts, représentations théâtrales, soirées dansantes, stand-up, dîners, etc) mais également pour être louée aux entreprises, fédérations, associations et autres acteurs locaux pour l’organisation de manifestations à caractère professionnel et/ou économique (tels que séminaires, conférences, galas, congrès, rencontres, remise de prix, ou tout autre événement de nature similaire).

D’une capacité de 180 places en gradins, ou 400 places debout ou 130 places attablées, cette salle de haute qualité dénommée « Le Dix-Huit » est actuellement en cours de construction sous la maîtrise d’ouvrage de la CCINCA. Son ouverture au public est prévue, sauf aléas ou retard de chantier, pour la fin du troisième trimestre 2026. Son inauguration est attendue, sous ces réserves, courant septembre 2026.

La CCINCA a pour mission de promouvoir et valoriser ce nouvel élément de son patrimoine.

A ce titre, elle a engagé une procédure de mise en concurrence conformément aux dispositions des articles L. 1121-1, L. 1121-3, L. 3100-1 et suivants ainsi que R. 3111-1 et suivants du Code de la commande publique (CCP) relatives aux concessions de services afin de désigner le concessionnaire en charge de gérer et d’exploiter cette future salle polyvalente, notamment par la programmation de spectacles.

Après analyse des offres, la CCINCA a négocié avec l’entreprise soussignée afin de mettre en place la présente convention.

La société concessionnaire dispose du droit de représentation en France de spectacles et déclare disposer de toutes les autorisations administratives nécessaires.

Le présent contrat définit en conséquence les conditions d’exploitation de la salle Le Dix-Huit, sous forme d’une concession de services.

2. Définitions et terminologie

« **Annexe** » : désigne une Annexe au présent contrat ;

« **Biens de retour** » : les biens de retour comprennent les biens mis à disposition par le Concédant au Concessionnaire à la date d’entrée en vigueur du Contrat ou en cours de Contrat, ainsi que les biens réalisés ou acquis par le Concessionnaire et qui sont nécessaires au

fonctionnement du service. Ces biens sont la propriété de la CCINCA et lui reviennent nécessairement en fin de Contrat ;

« **Biens de reprise** » : au sens du présent contrat, constituent des biens de reprise, les biens affectés au service par le Concessionnaire et qui appartiennent à ce dernier. A la fin normale ou anticipée du Contrat, ces biens peuvent devenir la propriété du Concédant moyennant le versement d'une indemnité au Concessionnaire ;

« **Biens propres** » : au sens du présent contrat, constituent des biens propres, les biens apportés par le Concessionnaire et qui ne sont pas indispensables au fonctionnement du service. A la fin normale ou anticipée du Contrat, le Concessionnaire repart avec ces biens.

« **Contrat** » : désigne le présent contrat de concession et ses annexes ;

« **Concédant** » : désigne la CCINCA, maître d'ouvrage et propriétaire de la salle polyvalente Le Dix-Huit ;

« **Concessionnaire** » : désigne le titulaire du présent contrat de concession de services pour la gestion, l'entretien et l'exploitation de la salle polyvalente Le Dix-Huit.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. – OBJET DU CONTRAT ET DISPOSITIONS GENERALES

Par le présent contrat, le Concédant confie au Concessionnaire, qui l'accepte, et s'y engage à ses frais, risques et périls, la gestion, l'entretien et l'exploitation de la salle polyvalente Le Dix-Huit.

Le Concessionnaire est en charge d'assurer au sein des lieux précités la gestion de services de programmation et d'organisation de spectacles, ainsi qu'un service de location de salle pour l'organisation d'événements professionnels ou économiques du type séminaires ou conférences.

Les services concédés comportent ainsi les missions suivantes :

A titre principal et obligatoire :

- L'établissement d'une programmation culturelle pluridisciplinaire et son exploitation à hauteur du nombre de dates prévu (soit un minimum 15 dates pour la période d'octobre à mi-juin de l'année suivante)
- La gestion, l'organisation et la mise en place technique et humaine des spectacles suivant les fiches techniques produites avec l'organisation de la communication, de l'accueil, de la billetterie, de la régie technique et de la sécurité des spectacles organisés (artistes, publics et environnement immédiat)

- La découverte, la promotion, la diffusion et la programmation d'artistes de tout genre, dans un souci constant de valoriser les nouvelles tendances artistiques
- L'activité de location de salle pour l'organisation d'événements à caractère professionnel ou économique (séminaires, conférences, galas, congrès, etc) et l'accueil logistique et technique de ces événements.

A titre annexe :

- Une activité de bar/buvette qui ne peut être ouverte que les jours de spectacles, de manifestations ou de locations mentionnées au présent article. Cette activité de vente peut également comprendre des produits de restauration légère, auquel cas elle reste circonscrite à l'intérieur de la salle polyvalente
- L'accueil de répétitions et résidences d'artistes
- La location de matériels et équipements techniques complémentaires
- L'organisation et la gestion d'événements privés d'entreprises (arbres de Noël, etc).

La programmation précitée doit être de qualité, éclectique, pluridisciplinaire, équilibrée et assortie de têtes d'affiches qui pourront être locales, nationales, voire internationales.

Le risque de production et de programmation est intégralement assumé par le Concessionnaire.

Aux fins du présent Contrat, le Concessionnaire doit respecter, notamment, les engagements émis dans son offre et annexés au présent contrat.

Le Concessionnaire est autorisé à percevoir auprès des clients les recettes fixées dans les conditions prévues par le Contrat, et en particulier son [article 22](#), et réputées rémunérer les obligations mises à sa charge.

Les installations concédées ne pourront être utilisées par le Concessionnaire que pour les fins assignées par le présent contrat.

ARTICLE 2. – DROITS RESERVES AU CONCEDANT

Le Concédant se réserve la possibilité d'utiliser la salle Le Dix-Huit pour l'organisation, notamment, de ses activités événementielles B to B, dans la limite de quinze (15) jours par année civile. Ces réservations, qui restent à la discrétion du Concédant, ne feront pas l'objet d'une indemnisation au titre de la redevance.

Les prestations liées à l'accueil, la technique et la sécurité feront, quant à elles, l'objet d'une facturation du Concessionnaire au Concédant après l'approbation d'un devis préalable, sur la base de la grille de tarifs prestations en vigueur.

Au-delà des quinze (15) jours définis ci-dessus, toute nouvelle occupation de la salle par le Concédant s'effectue sur la base de la grille tarifaire de location en vigueur.

Les demandes d'occupation de la salle par le Concédant doivent être adressées par écrit, le Concessionnaire s'engageant à y apporter une réponse écrite sous quarante-huit (48) heures. Elles seront par ailleurs présentées au Comité de suivi.

En tout état de cause, le Concédant et le Concessionnaire veilleront à se concerter autant que nécessaire pour que ces demandes d'utilisation de la salle par le Concédant restent compatibles avec le calendrier de programmation et de réservation de la salle mis en place par le Concessionnaire.

ARTICLE 3. – ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

Le présent contrat de concession est d'une durée de quatre ans et demi (4,5 ans).

Il entre en vigueur à compter de sa notification *[Conformément à l'article 1.2 du règlement de la consultation, la date de notification souhaitée par la CCINCA est prévisionnellement fixée à mi-janvier 2026]*.

Dès l'entrée en vigueur du Contrat, le Concessionnaire doit s'atteler à établir une programmation en prévision d'une ouverture de la salle au public qui aura lieu, sauf aléas ou retard dans les travaux, en septembre 2026. Une séquence inaugurale de la salle sera organisée pour l'occasion, sous l'égide du Concédant. Le Concessionnaire sera partenaire de cet événement aux côtés du Concédant selon des modalités qui seront définies, conformément aux dispositions de l'[article 8](#), en concertation entre les Parties.

Nonobstant la durée ci-dessus, le Contrat pourra prendre fin de façon anticipée dans les hypothèses visées aux [articles 28, 29 et 30](#) du présent contrat.

Il ne peut pas se poursuivre par tacite reconduction.

ARTICLE 4. – CREATION D'UNE SOCIETE DEDIEE

Le concessionnaire signataire pourra créer une société ad hoc, exclusivement dédiée à l'exécution du présent contrat de concession. Dans une telle hypothèse, la création de la société ad hoc devra intervenir au plus tard trois (3) mois après la notification du contrat de concession. Passé ce délai, il ne sera plus autorisé à le faire. Le défaut de constitution de la société dédiée dans le délai susvisé peut constituer un motif de résiliation pour faute.

Dès la constitution de la société dédiée, celle-ci sera substituée immédiatement et de plein droit au concessionnaire signataire et deviendra dès lors cocontractant du Concédant.

L'acte de substitution signé entre le concessionnaire signataire et la société dédiée sera notifié au Concédant et les statuts ainsi que le K-Bis de celle-ci seront joints en annexe au présent Contrat dès réception par le Concédant.

Cette société dédiée devra respecter l'ensemble des exigences suivantes :

- Son objet social devra être exclusivement réservé à l'objet du contrat de concession ;

- Son bilan d'ouverture devra être vierge ou apuré de tout engagement financier antérieur au contrat ;
- Ses frais de création et de gestion seront inclus dans les comptes d'exploitation prévisionnels ;
- Sa comptabilité ne retracera que les seules opérations afférentes au contrat et aux éventuelles activités accessoires autorisées ;
- Elle sera dotée des moyens nécessaires, humains, techniques, matériels comme financiers, lui permettant l'exécution du Contrat dans des conditions satisfaisantes et d'assurer la continuité du service pendant toute la durée de la concession, sans préjudice des biens mis à sa disposition par le Concédant.

En outre, le concessionnaire signataire s'engage de façon irrévocable et inconditionnelle à demeurer parfaitement et entièrement solidaire des engagements qui incombent à la société dédiée tout au long de l'exécution du présent contrat. En cas de manquement de la société dédiée à l'une de ses obligations au titre du présent contrat, le concessionnaire initial s'engage à se substituer à celle-ci afin d'assurer la prompte et complète exécution des obligations définies par le Contrat, conformément aux dispositions des articles 2288 et suivants du code civil.

En l'absence de société dédiée, le Concessionnaire devra respecter les exigences minimales suivantes :

- Tenue d'une comptabilité analytique séparée
- Production de rapports financiers trimestriels certifiés par expert-comptable ou un Commissaire aux comptes
- Identification des charges directes (personnel, fluides, maintenance de la salle) et des recettes de la concession
- Répartition claire et justifiée des charges indirectes imputées à la concession (frais de siège, services RH/Comptabilité/technique etc).

ARTICLE 5. – CESSIION ET CONTRATS AVEC LES TIERS

5.1 – Principe général

Le présent contrat est consenti à titre *intuitu personae*.

En conséquence, le Concessionnaire est tenu d'exploiter personnellement les activités objet de la concession.

Toute méconnaissance des articles 4.1 à 4.3 autorise le Concédant à prononcer la résiliation pour faute du Concessionnaire, dans les conditions prévues à [l'article 28](#).

5.2 – Cession du Contrat

Toute cession du présent contrat à un tiers est interdite sans accord préalable et exprès du Concédant.

Le nouveau Concessionnaire devra notamment justifier des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par le Concédant pour l'attribution du présent contrat.

Le Concédant peut exiger tout renseignement relatif au cessionnaire proposé avant de donner son accord à une cession, laquelle ne pourra intervenir que dans le respect de l'article R. 3135-6 du Code de la commande publique.

5.3 – Contrats avec les tiers

Les contrats passés par le Concessionnaire avec les tiers pour l'exécution d'une partie des missions prévues au présent contrat ne pourront être conclus pour une durée supérieure à celle des présentes et devront être soumis à l'accord préalable du Concédant.

L'autorisation est donnée ou refusée en fonction des garanties techniques et financières du sous-traitant proposé, de son aptitude à assurer les prestations sous-concédées ou sous-traitées et de sa situation au regard des motifs d'exclusion prévus aux articles L.3123-1 du Code de la commande publique. À l'appui de chaque demande d'autorisation, le Concessionnaire se charge de transmettre au Concédant tout document de nature à permettre à ce dernier d'apprécier les garanties et l'aptitude du sous-traitant.

Le Concessionnaire communique au Concédant, sous quinze (15) jours après leur signature, les contrats de sous-concession et de sous-traitance.

Tous les contrats passés avec les tiers et nécessaires à la continuité du service doivent comporter une clause réservant expressément au Concédant, ou toute autre personne désignée par lui, la possibilité de se substituer au Concessionnaire à titre temporaire ou jusqu'à la fin - normale ou anticipée – du présent contrat. Le Concessionnaire veille à inscrire aux contrats qu'il conclut les clauses nécessaires au respect de cette obligation.

ARTICLE 6. – CARACTERISTIQUES ET DESCRIPTION DES LOCAUX, DOMANIALITE

6.1. Description, adresse des locaux, classification ERP

Le présent contrat de concession porte sur la gestion, l'entretien et l'exploitation de la salle polyvalente « Le Dix-Huit » située en sous-sol du bâtiment du Concédant sis au numéro 18 du Boulevard Carabacel à NICE (06000). Les plans figurent en annexe du présent contrat.

La salle polyvalente est desservie par une entrée distincte et indépendante de celle du Concédant qui occupe, pour sa part, les niveaux supérieurs du bâtiment 18 précité, de même que le numéro 20. Elle est accessible directement depuis la rue.

Elle est classée ERP de type W - 2^{ème} catégorie, avec autres activités de type L pour une exploitation de salle de spectacles ainsi que cela est plus amplement détaillé à l'[article 14](#).

Entièrement modulable et équipée, la salle peut recevoir trois types de jauges selon les besoins :

- 181 places assises dont 130 en gradins rétractables dont 51 en parterre dont 5 PMR

- ou 130 places attablées
- ou 400 places debout.

La salle se compose des éléments suivants :

- une scène fixe de 78 mètres carrés environ
- la salle proprement dite, modulable, proposant une surface exploitable de :
 - o 156 mètres carrés environ lorsqu'elle sera configurée en mode « salle de spectacle » (gradins déployés en totalité)
 - o 140 mètres carrés environ lorsqu'elle sera configurée en mode séminaires, conférences et autres manifestations (gradins repliés en totalité pour laisser la place à la pose de tables et de chaises notamment)
- deux loges mesurant respectivement 7,85 et 7,71 mètres carrés environ
- un espace accueil pour recevoir les spectateurs
- un espace bar/buvette de 9,72 mètres carrés environ
- un espace à l'usage du Concessionnaire où il pourra y installer sa billetterie ainsi que son bureau
- des sanitaires.

La salle sera livrée « prête à exploiter » c'est-à-dire équipée (matériels de scénographie, gradins rétractables, WIFI autonome), meublée et aménagée.

L'annexe 3 constitue l'inventaire de l'ensemble des biens et matériels mis à disposition du Concessionnaire et nécessaires à l'exploitation des services concédés.

L'ensemble de ces biens dits "de retour" est propriété de la CCINCA en sa qualité de Concédant.

L'annexe 3 sera complétée des biens acquis par le Concessionnaire et qui sont nécessaires au fonctionnement du service et qui feront automatiquement retour au Concédant à la fin normale ou anticipée du présent contrat. A chaque date anniversaire du Contrat, la liste figurant à l'annexe 3 sera mise à jour par les Parties pour tenir compte des opérations de réparation, de renouvellement et d'extension des biens mis à disposition.

Le Concessionnaire assurera l'entretien, la maintenance et le renouvellement des biens mis à sa disposition dans les conditions prévues au [chapitre II](#).

Le Concessionnaire apporte ou effectue l'acquisition des autres biens que ceux visés à l'annexe 3 qu'il souhaite affecter à l'exploitation de l'équipement, notamment pour la mise en œuvre des propositions développées dans son offre. Ces biens seront détaillés dans l'annexe 4 au Contrat et seront distingués selon qu'ils relèvent de la catégorie des "Biens de reprise" ou des "Biens propres". L'annexe 4 fera annuellement l'objet d'une mise à jour, à la même date que la mise à jour de l'annexe 3.

6.2. Prescriptions particulières relatives à l'utilisation des lieux

La salle Le Dix-Huit confiée au Concessionnaire pour les besoins des services concédés est modulable en fonction des besoins et de la jauge demandée. Elle est équipée de gradins mobiles à commande électrique.

Le Concessionnaire est en charge de toute opération de configuration, montage, démontage des biens, équipements et matériels de la salle pour l'accueil des spectacles et des événements (gradins, chaises, tables, etc). Pour ce faire, il devra respecter scrupuleusement le cahier des charges techniques des installations transmis par le Concédant (annexe 6).

Le Concessionnaire assure l'ouverture et la fermeture de la salle et veille avant, pendant et à la fermeture du lieu, à la sécurité et à la vigilance particulière que nécessite ce type d'établissement.

Le Concessionnaire est tenu de conserver les biens, équipements et matériels qui lui sont confiés pour chaque spectacle en parfait état de fonctionnement et d'exploitation.

Il est tenu également de signaler tout dysfonctionnement pouvant survenir pendant l'usage et l'exploitation de la salle.

Le Concessionnaire devra prévenir immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception la CCINCA de toutes dégradations qu'il constaterait dans les lieux. Au cas où il manquerait à cet engagement, il ne pourrait réclamer aucune indemnité en raison de ces dégradations et serait responsable vis-à-vis de la CCINCA de l'aggravation du dommage survenu après la date à laquelle il l'a constaté.

Le Concessionnaire reste entièrement responsable de toute dégradation ou vol des biens mis à sa disposition lors de chaque spectacle et sera tenu de les réparer ou les remplacer le cas échéant.

Le Concessionnaire s'engage à restituer les espaces mis à disposition rangés, à évacuer les déchets éventuels (déchets alimentaires, flyers...).

6.3. Domanialité, absence de droit réel

L'exploitation du service est aux risques et périls du Concessionnaire.

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière que le Concessionnaire s'oblige à exécuter et à accomplir.

En application de l'article L. 3132-1 du Code de la commande publique, l'attribution du présent contrat vaut autorisation d'occupation du domaine public pour la durée du contrat. Il en résulte que le titre d'occupation ainsi consenti est précaire, temporaire et librement révocable conformément aux principes et régime juridique inhérents à la domanialité publique.

La concession ne confère au Concessionnaire aucun droit réel ni aucun des droits et avantages reconnus au locataire d'immeuble à usage commercial et industriel, notamment en ce qui concerne le droit au maintien dans les lieux et la propriété commerciale. Il usera de façon paisible des locaux mis à disposition. Il prendra les lieux dans l'état où il se trouveront lors de l'entrée en jouissance et les entretiendra conformément à l'état des lieux.

6.4. Energies, fluides, WIFI

La salle polyvalente est raccordée en énergies et fluides divers, notamment, l'eau, l'électricité, le chauffage, ainsi que les frais relatifs à l'assainissement et à l'élimination des déchets.

Les frais correspondants seront facturés annuellement par le Concédant dans les conditions de [l'article 25](#).

La salle est par ailleurs mise à disposition équipée d'un système WIFI autonome ainsi que d'une ligne internet dédiée. Il appartient au Concessionnaire d'en assurer l'assistance et la maintenance conformément aux [articles 14 et 16](#).

Tout apport de gaz ou de carburant, sous quelque forme que ce soit, est prohibé.

ARTICLE 7. – ÉTAT DES LIEUX

La salle sera mise à disposition du Concessionnaire prête à être exploitée, c'est-à-dire prête à recevoir du public, dans le respect des normes de sécurité et d'hygiène en vigueur et selon sa destination.

Elle sera mise à disposition à l'état neuf. Sa date prévisionnelle de mise en service est fixée en septembre 2026 à l'occasion de son inauguration.

Il sera procédé contradictoirement entre les Parties à un état des lieux d'entrée et de sortie au début et à la fin de la période d'exploitation. Y seront notamment consignés la liste et l'état des biens corporels et équipements matériels mis à disposition du Concessionnaire (Biens de retour) ou apportés par celui-ci pour les besoins du présent contrat et qui ne constituent pas des Biens de retour.

À la date d'échéance de la concession, le Concessionnaire sera tenu de rétablir les lieux en parfait état et de faire disparaître toute trace de son occupation.

Faute de se présenter à l'état des lieux de sortie, le Concessionnaire s'engage à accepter le constat qui lui sera signifié par la CCINCA et à procéder au paiement des frais de remise en état si des dégradations sont relevées.

À la date d'échéance de la concession, tout ouvrage, construction ou installation réalisée au cours de la présente concession, (i) dont la CCINCA n'a pas exigé le retrait ou (ii) dont le Concessionnaire n'aura pas opéré le retrait à la date d'échéance de cette dernière ou (iii) dont le retrait dénaturerait la destination des lieux définie à l'article 1^{er}, est réputé propriété du Concédant, sans versement au Concessionnaire d'une indemnité de quelconque et nonobstant son éventuel non-amortissement.

ARTICLE 8. – PROMOTION, PUBLICITE, COMMUNICATION

Le Concessionnaire est chargé, en lien étroit avec le Concédant, de faire la promotion et la publicité de la salle polyvalente Le Dix-Huit ainsi que de l'offre des services et de la programmation de spectacles qu'elle propose.

Il adopte des stratégies marketing afin de la faire connaître et de rechercher la clientèle potentielle de l'équipement, dans l'objectif de la développer et la fidéliser. Il assumera l'ensemble des frais engagés à cette fin. Il sera par ailleurs partie prenante de l'événement qui sera organisé à l'occasion du lancement de la salle et de son ouverture au public.

Les modalités de participation du Concessionnaire à cette séquence inaugurale, qui sera orchestrée par la CCINCA, seront définies en concertation entre les Parties sur la base, notamment, des propositions qu'il aura formulées dans son offre et qui sont annexées au présent contrat.

Un plan de communication de la salle sera établi de façon concertée entre le Concessionnaire et le Concédant en début de Contrat et sera revu chaque année en cas de renouvellement afin de pouvoir ajuster le plan de communication pour la saison suivante. Conformément à l'[article 12](#), le Concessionnaire est tenu d'utiliser les signes distinctifs de même que la charte graphique du Concédant, détaillés en annexe 12, pour toute action de communication.

CHAPITRE II – CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION

ARTICLE 9. – CONDITIONS GENERALES

L'autorisation d'exploitation délivrée au Concessionnaire est strictement limitée à l'objet du présent contrat mentionné à [l'article 1^{er}](#).

Elle ne peut servir à d'autre fins que celles pour lesquelles elle est accordée.

Le Concessionnaire contribue, par la qualité des prestations qu'il assure et du personnel qu'il emploie, à la promotion et à la mise en valeur d'un nouvel équipement relevant du patrimoine de la CCINCA. Par extension, il participe à la promotion de l'image de la CCINCA comme à notoriété.

A ce titre, aucune manifestation discriminatoire ou à caractère politique, religieux, sectaire ou bien syndical ne pourra être organisée. Toute manifestation contraire à l'ordre public ou portant atteinte aux bonnes mœurs, à la neutralité religieuse ou politique à laquelle est tenue la CCINCA ou encore à l'image et à la réputation de celle-ci, est proscrite.

Le Concessionnaire est tenu de respecter strictement les dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables à ses activités, en particulier celles relatives aux Etablissements recevant du Public.

Il s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité, ainsi que la qualité et la bonne organisation des missions qui lui sont confiées, sous peine de résiliation du contrat à ses torts.

Le Concessionnaire fait ainsi son affaire de l'obtention et du maintien de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exploitation des services qui lui sont confiés (licence entrepreneur de spectacles (diffuseur et exploitant de salle de spectacle), licence de vente de boissons, affiliation au registre du commerce, documents attestant du respect de la réglementation fiscale et sociale, etc).

De même, il fait son affaire d'obtenir et de disposer en tout temps de toutes les autorisations nécessaires pour l'exploitation d'une salle de spectacle concernant notamment les droits d'auteur, droits moraux ou droits à l'image.

La CCINCA ne saurait être tenue responsable du contenu des spectacles.

Le Concessionnaire adresse sans délai lesdites autorisations à la CCINCA, Direction de la Communication.

Le défaut, le non-renouvellement ou le retrait des autorisations nécessaires à l'exploitation des services objet du présent contrat entraînent la résiliation immédiate et sans indemnité de l'autorisation d'exploitation.

De même, le Concessionnaire est tenu d'observer et de faire observer le Règlement de fonctionnement régissant la salle, détaillant notamment les consignes applicables en matière de sécurité (annexe n°5).

Il produira, chaque année, un rapport de concession intégrant un compte rendu technique et financier, une analyse de la qualité du service, les certificats d'entretien des matériels et équipements à sa charge, et tout élément pertinent nécessaire au bon suivi de l'activité.

Enfin, toute installation temporaire hors de l'espace mis à disposition dans le cadre de la concession doit recevoir l'autorisation préalable et expresse de la CCINCA.

ARTICLE 10. – CONDITIONS PARTICULIERES AUX SPECTACLES

Le Concessionnaire s'engage à programmer et organiser des événements à hauteur de **15 dates minimum pour la période d'étendant entre octobre de l'année N et mi-juin de l'année N+1.**

Le Concessionnaire est responsable de la programmation et de l'accueil technique des spectacles.

Le Concessionnaire fournit sous sa responsabilité le personnel nécessaire pourvu des habilitations idoines à l'organisation des spectacles et au fonctionnement des équipements lors de ces manifestations.

Il demeure également tenu de ses obligations contractées en sa qualité d'employeur envers tous personnels artistique et technique (notamment nécessaire à l'installation et au bon

fonctionnement des équipements techniques) engagé par ses soins dans le cadre de la représentation des spectacles.

À ce titre notamment, le Concessionnaire assurera le paiement de leurs rémunérations, charges sociales et fiscales comprises et de tous frais notamment liés aux hébergements, repas et transports de son personnel.

Il lui appartiendra par ailleurs et notamment d'effectuer les déclarations d'embauche et de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans les spectacles.

Aussi, il déclare être régulièrement affilié à tous les organismes sociaux existants et être en règle avec lesdits organisme dans le respect de la législation sociale.

ARTICLE 11. – CONDITIONS PARTICULIERES A L'ACTIVITE BUVETTE ET DE LOCATION DE MATERIELS

Outre ces recettes principales liées aux spectacles et aux événements, le Concessionnaire est autorisé à percevoir les recettes liées à ses activités annexes (buvette, locations matériels, etc).

Le Concessionnaire est notamment autorisé à exploiter des espaces de bar, de restauration rapide et de boutique lors des manifestations accueillies au sein de la salle Le Dix-Huit.

Il s'engage à fournir et/ou mettre en œuvre en priorité et autant que faire se peut, des produits frais, de saison et locaux.

S'il utilise des produits issus de l'agriculture biologique ou raisonnée, issus du commerce équitable, de production locale, il devra être en mesure de produire les justificatifs. La CCINCA pourra demander l'affichage de cette caractéristique lors d'une manifestation.

Le Concessionnaire fait son affaire de l'obtention des autorisations nécessaires (limitée à la Licence 3).

Les recettes issues de l'exploitation de ces services entrent dans le chiffre d'affaires de la concession.

ARTICLE 12. – DROITS D'EXPLOITATION SUR LES SIGNES DISTINCTIFS, SITE INTERNET

6.1. Le nom et le logo de la salle polyvalente sont la propriété du Concédant qui les a été déposés en tant que marque auprès des services de l'INPI.

Le Concédant a également créé la charte graphique associée et réalisé les démarches de réservation du nom de domaine.

L'ensemble de ces éléments et signes distinctifs sont listés et reproduits en annexe 12 (marques verbale et semi-figurative, logo, noms de domaine, charte graphique associée). Ils sont et restent la propriété exclusive du Concédant.

La CCINCA concède au Concessionnaire, pour la seule exécution du présent contrat, un droit d'exploitation à titre gratuit et non exclusif de ces éléments et signes distinctifs.

Un contrat de licences, que le Concédant et le Concessionnaire concluront postérieurement au présent contrat et lui sera annexé, précisera les conditions et l'étendue des droits d'exploitation ainsi concédés au Concessionnaire sur ces éléments, ainsi que pour les comptes sociaux associés (pages FB, etc).

6.2. Dans un délai de six (6) mois à compter de la prise d'effet du présent contrat, le Concessionnaire devra créer un site internet qu'il exploitera sous le nom de domaine concédé. Ce site devra permettre de proposer, a minima, les fonctionnalités essentielles suivantes :

- Informer le public en temps réel de toutes les actualités, événements, informations relatives à la salle
- Présenter la programmation culturelle
- Consulter l'agenda des spectacles, événements et animations
- Acheter des billets de spectacle en ligne
- Réaliser une demande de disponibilité et/ou de réservation de la salle
- Consulter les tarifs.

En fin de Contrat, pour quelque cause que ce soit, le Concessionnaire devra céder au Concédant dans les conditions prévues à l'[article 32](#), la propriété du site internet (contenu rédactionnel), les droits d'accès et de gestion des pages des réseaux sociaux.

ARTICLE 13. – BILLETTERIE, PAIEMENT

Le Concessionnaire est seul propriétaire de la billetterie et de la recette des spectacles.

Il est en conséquence responsable de l'établissement de la billetterie (notamment de la création et, en cas de billetterie manuelle, de l'édition des billets) dans le respect des prescriptions légales applicables en la matière et en supporte l'intégralité des coûts.

Le Concessionnaire s'engage à procéder et/ou à faire procéder à un pointage des ventes de billets réalisées, et rendra compte à la CCINCA à tout moment et sur simple demande de cette dernière du nombre de billets émis et commercialisés, de leur prix de vente et des recettes correspondantes.

Par ailleurs, 24 heures avant chaque représentation, s'il reste des billets non émis et non commercialisés, le Concessionnaire en informera la CCINCA afin que celle-ci puisse lui indiquer si elle souhaite en réserver pour ses propres besoins. Dans ce cas, les billets lui seront proposés à tarif réduit voire exonéré.

Le Concessionnaire est tenu d'accepter les paiements par carte bancaire à partir de tout montant et peut, s'il le souhaite, accepter tous autres moyens de paiement qu'il juge opportuns (ex : chèques vacances, chèques culture).

ARTICLE 14. – SECURITE, INCENDIE

La salle Le Dix-Huit est un établissement relevant des normes de sécurité des établissements recevant du public (ERP).

Elle relève de la classification ERP de type W - 2^{ème} catégorie, avec autres activités de type L, étant ici précisé que l'ensemble des bâtiments du Concédant sis aux numéros 18 et 20 du Boulevard Carabacel forment un seul et même établissement au sens de la réglementation ERP.

Cet ERP peut recevoir un effectif total cumulé (bâtiments 18 et 20 réunis) de 795 personnes :

- Publics : 702 personnes
- Personnels : 93.

Le Concessionnaire s'engage à ne pas laisser entrer dans la salle un nombre de spectateurs supérieur à celui imposé par la Commission de sécurité compétente.

Le Concessionnaire est réputé connaître et être formé à la réglementation en vigueur des ERP concernant la sécurité des usagers et de son personnel. De plus, il signale immédiatement à la CCINCA tout dysfonctionnement éventuel.

Le Concessionnaire est le seul et unique responsable de la sécurité du public vis-à-vis de la réglementation ERP pendant les jours d'occupation de la salle.

Il se conforme, en qualité d'exploitant, à l'ensemble des dispositions réglementaires relatives à la prévention des risques d'incendie, d'explosion, d'électrisation, d'électrocution et de panique dans les établissements recevant du public.

A cet effet, il assure les activités suivantes :

- Il établit le plan de prévention des risques liés au spectacle vivant. Document établi à chaque spectacle où figurent notamment les habilitations particulières et spécifiques de chaque corps de métier du spectacle ;
- Il place et prend à sa charge des agents de contrôle de sécurité "sécurité événementielle" (fouille et contrôle de sacs à l'entrée). Cette mesure est en fonction de la réalisation de l'évènement et de son importance ;
- Il assure la maintenance et la vérification des équipements de sécurité incendie présents dans les lieux (extincteurs et autres systèmes de prévention des incendie) et fournit, en conséquence, les certificats de conformité attestant leur bon état de fonctionnement (N4-Q4) ;
- Il assure la vérification périodique des installations électriques concernant les lieux et fournit le certificat correspondant (Q18) ;
- Il prend à sa charge les agents de sécurité incendie avec une habilitation SSIAP. Pour cette prestation, la CCINCA qui dispose d'un marché gardiennage pour assurer la sécurité de ses bâtiments du siège fera intervenir le titulaire de ce marché. Les frais correspondants seront ensuite facturés au Concessionnaire selon les tarifs précisés dans l'annexe 9. Les agents de sécurité incendie ainsi mis à disposition du Concessionnaire devront être présents au minimum une heure avant l'ouverture et jusqu'à une heure après la fin du spectacle. Le Concessionnaire fera parvenir au

minimum 15 (quinze) jours à l'avance ses besoins par un bon de demande de prestation auprès du service des Moyens Généraux de la CCINCA indiquant le nom de la manifestation, le jour, les horaires d'intervention. Le prestataire sera tenu de remplir le registre d'entrées/sorties du Concessionnaire et respecter le règlement de fonctionnement applicable.

La CCINCA accède librement aux différents locaux mis à disposition du Concessionnaire et, à cette fin, dispose de l'ensemble des éléments permettant cet accès (clés, codes, etc.), y compris hors la présence du Concessionnaire.

ARTICLE 15. – AMENAGEMENT INTERIEUR

La salle est livrée aménagée.

En cours de concession, toute modification, changement ou aménagement nouveau nécessité par l'activité du Concessionnaire fait l'objet d'une autorisation préalable et expresse du Concédant et demeure intégralement à la charge du Concessionnaire.

Les aménagements autorisés sont exécutés sous la responsabilité du Concessionnaire et sous le contrôle de la CCINCA qui, le cas échéant, agréé les bureaux d'études et de contrôle choisis par le Concessionnaire, qui en assume les honoraires.

Le coût des diagnostics préalables, études de faisabilité, intérieurs et aménagements intérieurs rendus nécessaires par toute mise aux normes d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, en application de la législation et de la réglementation en vigueur tout au long de la concession, incombe intégralement au Concessionnaire.

En cours de concession, le Concessionnaire ne peut faire aucun changement de distribution, ni démolition, ni percement de mur, ni plus généralement de travaux d'embellissement sans le consentement préalable et écrit de la CCINCA.

ARTICLE 16. – OBLIGATION D'ENTRETIEN, DE REPARATIONS ET DE PROPRETE

Tous les ouvrages, équipements et matériels mis à la disposition du Concessionnaire pour la bonne marche de l'exploitation doivent être maintenus en bon état de fonctionnement, de façon à toujours répondre parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

A cet égard, le Concessionnaire est responsable des opérations d'entretien-maintenance et de réparations courantes sur l'ensemble des lieux, équipements et matériels mis à sa disposition. Les travaux d'entretien-maintenance et de réparations courantes comprennent toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations/ouvrages jusqu'au moment où la vétusté ou une défaillance rend nécessaire les travaux de renouvellement ou de grosses réparations, ainsi que toutes les opérations de nettoyage permettant de garantir une stricte hygiène et propreté des installations.

Le Concessionnaire doit en outre faire procéder à sa charge, conformément aux périodicités requises et à la réglementation en vigueur, aux vérifications périodiques des installations

(incendie et électriques) afin de s'assurer que celles-ci sont aux normes et en rapport avec leur destination. Pour la réalisation de ces contrôles, il s'engage à faire appel uniquement à des prestataires et organismes agréés. A l'issue des vérifications, il remettra au Concédant les attestations de conformité qui lui auront été délivrées (certificats N4 - Q4 - Q18 notamment).

Le Concessionnaire est tenu en outre de conserver les lieux de l'exploitation constamment dans un parfait état de propreté. Il fera intervenir, à ses frais, l'entreprise de son choix.

Le Concessionnaire est responsable du tri et de l'évacuation de tous les déchets liés à son exploitation.

Le dépôt même momentané hors de l'exploitation de tout objet, notamment de gobelets, canettes, bouteilles, sacs poubelles ou d'emballages vides, n'est pas autorisé.

Le Concessionnaire veille à la protection des lieux qu'il occupe contre tout nuisible.

Le Concessionnaire avise sans délai la CCINCA de toute dégradation ou détérioration affectant les locaux et équipements confiés, sous peine d'être personnellement responsable des aggravations résultant de son silence ou de son retard.

ARTICLE 17. – TRAVAUX

La CCINCA assure le financement et la conduite des travaux liés aux grosses réparations au sens de l'article 606 du Code civil, qui couvrent ceux qui intéressent l'immeuble dans sa structure et sa solidité générale, et procède à autant de visites globales ou partielles que nécessaire afin de déterminer un programme de grosses réparations des équipements. Elle assure également le contrôle réglementaire des installations.

Les travaux et aménagements extérieurs rendus nécessaires par toute mise aux normes d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, en application de la législation et de la réglementation en vigueur tout au long de la concession, incombent à la CCINCA.

En cas de travaux réalisés à l'initiative de la CCINCA affectant les locaux mis à disposition du Concessionnaire, celui-ci se conforme aux instructions de la CCINCA. Il apporte, si nécessaire, sa collaboration à l'exécution de ces travaux.

L'interruption des activités du Concessionnaire en raison de ces travaux donnera lieu à un aménagement du contrat dans le cadre de la clause de réexamen prévue à [l'article 34](#).

Conformément à [l'article 14](#), tous travaux autres que ceux mentionnés au premier alinéa du présent article sont à la charge exclusive du Concessionnaire. Ils sont exécutés sous sa responsabilité et sous le contrôle de la CCINCA qui, le cas échéant, agréé les bureaux d'études et de contrôle choisis par le Concessionnaire, qui en assume les honoraires.

ARTICLE 18. – PERSONNEL

18.1. Reprise du personnel

Le Concessionnaire est informé que les dispositions contenues à l'article L. 1224-1 du Code du travail relatives à la reprise de personnel ne sont pas applicables en l'état de ce que l'exploitation de la salle Le Dix-Huit n'a pas d'antériorité, le Concessionnaire en étant le premier exploitant.

Il en résulte qu'aucune obligation en la matière ne pèse, à la date de signature du présent contrat, sur le Concessionnaire.

18.2. Communication des informations concernant les personnels

Au plus tard vingt (20) jours après la notification de la concession, le Concessionnaire communique la liste des personnels devant intervenir sur le site en précisant leurs nom, prénom, sexe, qualification, nature et durée du contrat, nombre d'heures et d'éventuelles précisions complémentaires (remplacement, etc).

Cette liste est communiquée à chaque modification des éléments y figurant, notamment à chaque affectation de personnel, trois (3) jours avant la prise de fonctions.

Le Concessionnaire fournit par ailleurs chaque année ses certificats fiscaux et sociaux ainsi que les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du Code du travail.

Au plus tard six (6) mois avant la date d'expiration du Contrat ou sans délai en cas de fin anticipée de la concession, le Concessionnaire communique au Concédant les éléments anonymes nécessaires à l'exécution de l'obligation de reprise des personnels conformément aux articles L.1224-1 et suivants du Code du travail, notamment :

- le nombre de salariés ;
- la nature des contrats ;
- les avantages dont disposent les personnels ;
- leur expérience, ancienneté et qualification ;
- la convention collective ;
- le montant de la masse salariale.

A compter de cette communication, le Concessionnaire informe le Concédant, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant ces renseignements non nominatifs.

18.3. Sécurité des personnels

Le Concessionnaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le Concessionnaire doit être en mesure de produire, sur simple demande du Concédant, les habilitations que son personnel, aux termes de la législation, de la réglementation, de toute autre norme et des règles de l'art, doit détenir pour la bonne exécution de ses tâches.

18.4. Badges et accès

Le Concédant pourra produire des badges pour les personnels du Concessionnaire et le Concessionnaire lui-même, qui devront être présentés sur simple sollicitation des agents de sécurité de la CCINCA.

ARTICLE 19. – ENGAGEMENTS EN TERMES DE RSE

Le Concessionnaire s'engage à développer et à mettre en œuvre une stratégie de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) qui soit conforme aux réglementations en vigueur et également pleinement compatible et alignée sur la politique RSE du Concédant.

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, le Concessionnaire est tenu de fournir au Concédant, dès la prise d'effet du contrat, puis annuellement, un document détaillant ses objectifs RSE spécifiques au périmètre de la concession et le plan d'action associé. Cette démarche devra couvrir les dimensions environnementales, sociales et sociétales.

S'agissant en particulier du domaine environnemental, le Concessionnaire devra mettre en œuvre des mesures de protection de l'environnement, tant dans le fonctionnement général de son entreprise, que dans le choix des produits proposés, que de leur conditionnement, leur entretien, le recyclage des emballages ainsi que dans le mode de transport utilisé.

Il utilisera autant que faire se peut des emballages mono matériaux (utilisation d'un seul matériau) facilement recyclables ou en carton recyclé.

CHAPITRE III – CONTRÔLE - STIPULATIONS ASSURANTIELLES

ARTICLE 20. – SUIVI ET CONTROLE DE L'EXECUTION DE LA CONCESSION

20.1. Contrôle du Concédant

Le contrôle de la CCINCA sera exercé, dès l'entrée en vigueur du Contrat, sur les conditions d'exécution du présent contrat et d'exploitation de la concession. Ce contrôle comprend notamment un droit d'information sur la gestion des services concédés, le droit de contrôler les renseignements fournis par le Concessionnaire dans le rapport annuel d'activité, le droit de prendre toutes mesures utiles lorsque le Concessionnaire ne se conforme pas aux obligations mises à sa charge par le présent contrat.

A cet égard, le Concessionnaire consent expressément à ce que la CCINCA puisse, à tout moment, procéder ou faire procéder par des tiers extérieurs de son choix ou toutes personnes habilitées, à toutes visites, audits ou contrôles qu'elle jugera utiles, en particulier sur :

- Le calendrier des spectacles ;
- Le calendrier de réservation de la salle ;
- Le maintien en bon état de fonctionnement et de propreté de la salle polyvalente et de ses équipements.

20.2. Comité de suivi

La Direction de la Communication de la CCINCA suivra la programmation annuelle avec le Concessionnaire.

Le Comité de suivi se réunira au minimum deux (2) fois par an.

Ce suivi comportera les points suivants :

- L'élaboration du calendrier annuel ;
- Le suivi de l'évolution de l'activité du Concessionnaire ;
- La mise à disposition des supports de communication de la CCINCA pour aider à la promotion des spectacles programmés ;
- L'information du Concédant sur toute anomalie ou dysfonctionnement graves apparaissant dans l'exercice de l'activité ;
- Le rapport annuel d'activité ;
- Toutes suggestions qu'il serait utile de faire au Concessionnaire.

Le Concessionnaire devra fournir au Concédant, au minimum quinze (15) jours avant la date du comité de suivi, l'ensemble des données et indicateurs relatifs à son activité. À ce titre, il lui communique notamment une note « Comité de suivi date XX » :

- Le calendrier prévisionnel des spectacles sur les 12 mois à venir
- Sur l'année en cours :
 - o Le nombre et la liste des spectacles donnés (représentations et intitulés) ;
 - o Le volume d'entrées ;
 - o L'origine géographique de la clientèle ;
 - o Le nombre d'événements privés organisés ;
 - o Le volume des déchets plastiques produits par l'activité ;
 - o Les problèmes éventuellement rencontrés et les solutions envisagées.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être actualisée à la demande de l'une ou l'autre des Parties.

20.3. Rapport annuel d'activité

Afin de permettre au Concédant de s'assurer de la bonne exécution du Contrat et d'exercer son pouvoir de contrôle, le Concessionnaire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, sous format papier et dématérialisé, un rapport d'activités comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services.

Le rapport porte sur l'exécution du contrat pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente.

Le rapport annuel produit par le Concessionnaire est assorti d'une annexe permettant au Concédant d'apprécier les conditions d'exécution du service. Cette annexe comprend un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment la mise à jour de l'inventaire et de l'état des lieux, en annexe du présent contrat, les tarifs pratiqués, leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

Il tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le Concessionnaire à la disposition du Concédant, dans le cadre de son droit de contrôle.

A la fin du contrat, le Concessionnaire reste tenu à l'obligation de production d'un rapport portant sur la dernière période d'exploitation.

La non-production du rapport annuel dans le délai imparti constitue une faute contractuelle susceptible d'être sanctionnée dans les conditions définies à [l'article 27](#) du présent contrat.

ARTICLE 21. – RESPONSABILITE ET ASSURANCES DU CONCESSIONNAIRE

Le Concessionnaire est responsable du bon fonctionnement des services concédés vis-à-vis des clients et du Concédant et garantit celui-ci vis-à-vis des tiers.

Le Concessionnaire doit souscrire auprès d'une (ou de) société (s) notoirement solvable(s), les assurances nécessaires pour garantir les dommages matériels, immatériels et corporels à l'encontre de la CCINCA et de ses assureurs, et notamment sans que cette liste soit exhaustive :

- Une garantie dommages aux biens pour les biens lui appartenant ou à lui confiés (vol, incendie, explosion et dégât des eaux, événements naturels, etc)
- Une assurance risques locatifs pour les locaux mis à disposition
- Une assurance Responsabilité Civile Générale pour toutes responsabilités lui incombant en raison de son occupation et de son exploitation et qu'il peut encourir de son propre fait ou de celui de toute autre personne intervenant à quelque titre que ce soit (en particulier la garantie risque alimentaire).
- Eventuellement, assurance annulation d'événements.

Les capitaux garantis devront être à hauteur de l'activité et des risques encourues par ladite activité.

Le Concessionnaire s'engage à fournir une copie du présent contrat à son intermédiaire d'assurance.

Toutes les polices d'assurances devront prévoir la renonciation à recours du Concessionnaire et de ses assureurs au bénéfice de la CCINCA et ses agents.

Le Concessionnaire devra communiquer, avant la date effective de son exploitation puis à chaque renouvellement de la période de garantie, à la CCINCA et sous peine de non-régularisation du présent contrat, copie de ses attestations d'assurance, en cours de validité, établies conformément à l'ensemble des dispositions ci-dessus, avec justificatifs du paiement des primes afférentes et mention des capitaux garantis.

L'assureur ne pourra se prévaloir de la déchéance du contrat d'assurance pour retard de paiement de la prime d'assurance par le Concessionnaire qu'un (1) mois après la notification de ce défaut de paiement au Concédant.

Le Concédant aura la faculté de se substituer au Concessionnaire défaillant pour effectuer le paiement. Ce dernier lui sera alors redevable de la somme considérée, indépendamment des sanctions qui pourraient être prononcées par le Concédant à son encontre.

CHAPITRE IV – STIPULATIONS FINANCIERES

ARTICLE 22. – CHIFFRE D'AFFAIRES ET TARIFICATION

La rémunération du Concessionnaire, au titre du présent contrat, résulte exclusivement des revenus tirés des activités mentionnées à [l'article 1^{er}](#).

A ce titre, le Concessionnaire respecte les dispositions du Code de commerce et du plan comptable général relatives à l'enregistrement et à la comptabilisation des recettes issues de ses ventes.

Les tarifs de l'exploitation sont définis par le Concessionnaire. La grille tarifaire précise les prix d'entrée des différents spectacles ainsi que les tarifs des locations envisagés dans le cadre de sa politique commerciale. Elle précise également les tarifs pratiqués dans le cadre des activités accessoires mentionnées à [l'article 1^{er}](#).

Le Concessionnaire fait son affaire du recouvrement des recettes liées à l'exploitation de ses activités sans pouvoir exercer aucun recours contre la CCINCA, notamment en cas de non-paiement des clients.

Les recettes prévisionnelles tirées de l'exploitation des activités sont réputées permettre au Concessionnaire d'assurer son équilibre économique, sur la base du compte d'exploitation prévisionnel joint en annexe 8, et notamment permettre au Concessionnaire de s'acquitter de l'ensemble des charges liées à l'exécution du Contrat.

Les tarifs en vigueur sont portés à la connaissance du public de manière apparente et permanente, soit le plus près possible de la salle, soit aux endroits indiqués par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire s'engage à maintenir les tarifs initiaux hors taxes jusqu'au 31 décembre 2026. En cas de renouvellement du Contrat, les tarifs pourront ensuite être annuellement révisés au 1^{er} janvier de chaque année.

La révision des prix est à l'initiative du Concessionnaire. Les nouveaux prix sont toutefois communiqués à la Direction de la Communication de la CCINCA au moins un (1) mois avant la date de révision fixée par le présent article.

ARTICLE 23. – AMORTISSEMENT DES INVESTISSEMENTS REALISES

Sauf à en supporter la perte, le Concessionnaire amortit l'intégralité des investissements réalisés sur le site sur la durée du Contrat et au plus tard au terme de celui-ci.

ARTICLE 24. – REDEVANCE

Le Concessionnaire verse au Concédant, conformément à l'article L.2125-3 du Code Général de la Propriété des personnes publiques, une redevance annuelle tenant compte des avantages de toute nature procurés à l'exploitant, composée d'une part fixe et d'une part variable.

24.1.Part fixe annuelle

La partie fixe de la redevance annuelle d'occupation domaniale correspondant à location de la salle et des équipements mis à disposition.

La part fixe de la redevance est déterminée par la CCINCA.

Elle est payable annuellement d'avance, en une seule fois. Elle n'est pas négociable.

Son montant s'élève à 1 000 (mille) euros pour chaque année pleine.

Pour l'année 2026, son montant sera ramené au prorata temporis du jour de l'inauguration de la salle jusqu'au 31 décembre.

La part fixe de la redevance est assujettie à la TVA. Elle est payable pour la première année à la signature du Contrat et pour les années suivantes, au 1^{er} octobre. Son montant est réévalué chaque année de 2 % (deux pour cent).

24.2.Part variable annuelle

La part variable de la redevance annuelle, proportionnelle aux recettes du Concessionnaire sur le chiffre d'affaires lié à la gestion et l'exploitation de la salle polyvalente, vient en complément de la part fixe.

Cette part variable est constituée d'un ou des pourcentages du chiffre d'affaires hors taxes réalisés par le Concessionnaire au titre de son activité du précédent exercice. Ce ou ces pourcentages sont fixés par le Concessionnaire dans son offre.

Le montant de ce ou de ces pourcentages est *[à proposer par le candidat]*.

Note aux soumissionnaires

Conformément à l'article 4.2 du règlement de la consultation, il est attendu des candidats qu'ils proposent le ou les montants qu'ils entendent reverser sur leurs recettes étant entendu que :

- sur la partie « programmation culturelle et artistique », le pourcentage de la part variable de la redevance ne pourra être inférieur à 5% minimum du CA total de billetterie
- sur la partie « locations événementielles », le pourcentage de la part variable de la redevance ne pourra être inférieur à 20% minimum du CA locatif total

- sur les parties « recettes de la buvette » et « prestations de location de matériels », le pourcentage de la part variable de la redevance est laissé à l'appréciation des candidats.

Conformément à l'article 7.2 du règlement de la consultation, les propositions des candidats entreront en compte dans l'évaluation de leur offre.

Le recouvrement de la part variable est effectué au plus tard deux (2) mois après la date limite de communication des comptes de l'exercice fixée au 1^{er} avril de l'année suivante, soit au 1^{er} juin de chaque année.

Les parts variables de redevance sont assujetties à la TVA.

ARTICLE 25. – CHARGES, IMPOTS, TAXES ET DROITS D'AUTEUR

Le Concessionnaire règlera ses consommations (eau, électricité, ...) sur la base des relevés qui seront établis grâce au système de sous-comptage installé dans les lieux.

Le Concessionnaire acquittera exactement les impôts, taxes, taxe fiscale sur les spectacles et contributions diverses, ainsi que les frais dont il serait redevable envers toute personne ou organisme en raison de son activité.

Il doit par ailleurs respecter la réglementation de la propriété littéraire et artistique, et notamment conclure tous accords préalables avec les organismes intéressés, en particulier les sociétés de droits d'auteur, assurer les déclarations et régler les droits et les taxes qui pourraient être dus à ces organismes.

Le cas échéant, tous les impôts et taxes, s'ils sont réglés directement par le Concédant, seront refacturés au Concessionnaire.

ARTICLE 26. – DEPOT A CARACTERE DE CAUTIONNEMENT

Le Concessionnaire fournit à la CCINCA, dans un délai d'un (1) mois calendaire à compter de la notification du présent contrat, et pour garantir l'ensemble de ses obligations, un dépôt de cautionnement égal au double du montant de la part fixe de la redevance d'exploitation fixé pour un an, soit 2 000 euros (deux milles euros) lui permettant de couvrir :

- les pénalités et redevances dues au Concédant par le Concessionnaire en application du présent contrat ;
- de manière générale, toutes conséquences financières imputables à un défaut de réalisation des obligations prévues au Contrat, et notamment couvrir la remise en bon état d'entretien en fin de contrat. Ces conditions de mise en jeu devront figurer dans la garantie elle-même. Sa mise en œuvre par le Concédant se fera par une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure du Concessionnaire de s'exécuter restée infructueuse.

Le Concédant est autorisé à prélever sur cette somme chaque fois que l'une des conditions mentionnées ci-dessus se trouve réalisée.

Dans un tel cas, le Concessionnaire, ainsi déchargé de ses obligations à concurrence des fonds débités devra reconstituer le cautionnement à la même hauteur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle la ponction est intervenue.

Le défaut de constitution ou de reconstitution du dépôt de cautionnement peut donner lieu au prononcé de la résiliation pour faute du présent Contrat après mise en demeure préalable restée sans effet.

Le dépôt de garantie sera restitué au Concessionnaire après apurement définitif des comptes.

CHAPITRE V - SANCTIONS, FIN DE CONTRAT

ARTICLE 27. – PENALITES, SANCTIONS PECUNIAIRES

Sauf cas de force majeure, la CCINCA peut prononcer à l'encontre du Concessionnaire des pénalités à titre de sanction des manquements à ses obligations dans les cas et selon les modalités prévues ci-après.

Dans les cas de pénalités avec mise en demeure préalable, si celle-ci devait rester sans réponse de la part du Concessionnaire, le montant de la pénalité sera calculé à compter du premier jour de retard constaté.

Pénalités sans mise en demeure préalable :

Type de manquement	Montant de la pénalité
En cas de non-respect d'une des stipulations de l'article 1 ^{er} , et notamment en cas d'exercice d'une activité non autorisée	1 500 € TTC par manquement constaté
En cas d'annulation de date prévue au calendrier sans raison dument justifiée	1 500 € TTC par manquement constaté
En cas d'interruption fautive de gestion du service supérieure à deux (2) semaines consécutives	1 000 € TTC
En cas de mauvaise manipulation du gradin rétractable, non conforme aux prescriptions techniques qui auront été fournies	1 000 € TTC par manquement constaté
En cas de refus par le Concessionnaire d'autoriser à tout moment l'accès des installations aux personnes mandatées par le Concédant	1 000 € TTC par manquement constaté
En cas de non-remise dans un délai d'un (1) mois calendaire à compter de la notification du présent contrat de la garantie sous forme de dépôt à caractère de cautionnement	1 000 € TTC par jour de retard de transmission

En cas de non-production, ou de production incomplète des documents relatifs aux rapports annuels au 1 ^{er} juin de chaque année	500 € TTC par jour de retard de transmission
En cas de non-communication des attestations d'assurances prévues à l'article 21 dans les délais prévus	500 € TTC par jour de retard de transmission
En cas de non-production ou de non-transmission : - du calendrier des spectacles	500 € TTC par jour de retard
En cas d'absence de surveillance de la salle pendant les jours d'occupation	1 000 € TTC par jour et par manquement

Les manquements aux obligations résultant du Contrat pourront être constatés par tout personnel du Concédant.

Les pénalités sont applicables et exigibles de plein droit, du seul fait de la constatation du manquement en cause. Elles sont cumulables (sans plafond) et ne sont pas libératoires. Par suite, leur paiement par le Concessionnaire ne fait pas obstacle au droit du Concédant de réclamer tous dommages et intérêts susceptibles de réparer son entier préjudice, qu'il soit direct ou indirect, subi du fait des manquements du Concessionnaire à ses obligations, ni de son droit à résiliation aux torts exclusifs du Concessionnaire selon les modalités prévues au présent contrat.

Les pénalités sont payées par le Concessionnaire dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la facture correspondante.

En cas de contestation par le Concessionnaire de l'application des pénalités, il incombe à celui-ci d'apporter la preuve que les manquements éventuellement constatés ne résultent pas d'une faute de sa part.

ARTICLE 28. – RESILIATION DU CONTRAT POUR FAUTE DU CONCESSIONNAIRE

En cas de manquement grave du Concessionnaire à ses obligations contractuelles ne résultant pas d'un cas de force majeure, d'un cas d'imprévision ou d'une cause légitime, dès lors que ce(s) manquement(s) est (sont) individuellement ou globalement d'une particulière gravité, le Concédant peut, outre les mesures prévues à l'article « Pénalités », prononcer la résiliation du Contrat sans formalité judiciaire.

Il en va ainsi notamment, et sans que cette liste soit exhaustive :

1. En cas de méconnaissance grave et/ou de violations répétées du présent Contrat, cas de force majeure ou de grève exceptés, ou si, du fait du Concessionnaire, la sécurité venait à être compromise par défaut d'entretien des installations ou du matériel,
2. En cas de cession du présent Contrat par le Concessionnaire à un tiers sans l'autorisation expresse et préalable de la CCINCA,
3. En cas de refus d'obéir aux injonctions du Concédant,
4. En cas de non-respect des obligations financières du Concessionnaire,

5. En cas de fraude ou de malversation de la part du Concessionnaire,
6. Dans tous les cas où, par son activité ou du fait d'une incapacité ou de négligences, le Concessionnaire perturberait de quelque manière que ce soit le bon déroulement des activités de la CCINCA.

Lorsque le Concédant considère que les conditions de la déchéance sont réunies, il envoie au Concessionnaire une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de remédier au(x) manquement(s) constaté(s) dans un délai ne pouvant être inférieur à quinze (15) jours, sauf urgence.

Si la mise en demeure reste sans effet, le Concédant peut résilier le Contrat à l'expiration du délai fixé.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Concessionnaire pour pertes ou manque à gagner, sans préjudice des indemnités qui pourraient être réclamées à son encontre par la CCINCA pour préjudice subi du fait de la résiliation pour faute et des frais de remise en état, exception faite le cas échéant des amortissements restant à courir des éventuels investissements réalisés par le Concessionnaire.

ARTICLE 29. – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

La CCINCA peut à tout moment, avant l'expiration du terme du Contrat et moyennant indemnisation, résilier unilatéralement le Contrat pour un motif d'intérêt général.

Toute résiliation prononcée par la CCINCA au titre du présent article est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et prend effet quatre (4) mois après la date figurant sur ladite notification.

Dans ce cas, le Concessionnaire sera indemnisé du préjudice subi par lui, qui intégrera les éléments suivants :

- (i) les amortissements restant à courir des éventuels investissements qu'il a réalisés
- (ii) la valeur des biens que la CCINCA souhaiterait racheter au Concessionnaire
- (iii) les frais de rupture des contrats signés pour acheter les spectacles dans la mesure où ceux-ci sont programmés un an à l'avance et où ces contrats ne sont pas repris par le Concédant , avec faculté de substitution ultérieure au profit de toute personne en charge de la gestion de la salle polyvalente
- (iv) le montant des bénéfices prévisionnels qui auraient pu être réalisés sur la durée normale résiduelle du Contrat restant à courir à compter de la prise d'effet de la résiliation, et calculé à partir de la moyenne des bénéfices réalisés au cours des exercices précédents du Concessionnaire rapportée à cette durée résiduelle, dans la limite de trois exercices.

ARTICLE 30. – RESILIATION POUR CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un cas de force majeure, le présent Contrat sera résilié de plein droit.

Le Concessionnaire aura droit à une indemnité calculée comme il est dit à [l'article 29](#), déduction faite du (iii).

ARTICLE 31. – SORT DES BIENS

A la fin normale ou anticipée du Contrat, le Concessionnaire sera tenu de remettre au Concessionnaire les lieux, installations et équipements visés à l'annexe 3 (Biens de retour) en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur usage normal.

Cette remise, à l'expiration normale du Contrat, a obligatoirement lieu à titre gratuit.

Dans l'hypothèse où l'expiration du Contrat interviendrait de façon anticipée, le Concessionnaire aura droit à une indemnité égale à la valeur nette comptable des biens réalisés ou acquis par lui, avec l'accord préalable du Concédant, qualifiés d'un commun accord entre les Parties comme Biens de retour, et non complètement amortis par le Concessionnaire au terme anticipé du Contrat, déduction faite des éventuels des frais de remise en état.

Il appartient alors au Concessionnaire, dans un délai de trente (30) jours suivant le terme anticipé, de solliciter le règlement de ladite indemnité en produisant les justificatifs de son calcul, le Concessionnaire étant réputé y avoir renoncé passé ce délai.

Un (1) an avant la fin normale du présent Contrat et sans délai en cas de fin anticipée, les Parties arrêteront et estimeront, s'il y a lieu après expertise, les travaux à exécuter sur les biens qui ne seraient pas en bon état d'entretien au regard du dernier état établi.

Le Concessionnaire devra exécuter à ses frais les travaux correspondant un (1) mois avant l'expiration du Contrat.

A défaut, le Concédant pourra exécuter les opérations maintenance ou de renouvellement nécessaires.

ARTICLE 32. – REPRISE DES BIENS ET STOCKS

S'ils sont utiles à la poursuite de l'exploitation ou si le Concédant exige d'en disposer, le Concessionnaire pourra, au terme normal ou anticipé du Contrat, reprendre ou faire reprendre par un exploitant désigné par lui, les équipements et matériels complémentaires financés en tout ou partie par le Concessionnaire, et ne constituant pas des Biens de retour. Il s'agit notamment des biens de reprise inventoriés à l'annexe 4.

La valeur de ces biens sera alors fixée à l'amiable et payée dans les trois (3) mois qui suivent leur rachat par le Concédant. Ces indemnités seront calculées sur la valeur nette comptable majorée de la TVA à reverser au Trésor Public, déduction faite, des éventuels frais de remise en état.

La liste de ces biens et leur valeur seront communiquées par le Concessionnaire au Concédant dix (10) mois avant l'expiration du présent contrat ou sans délai en cas de fin anticipée.

ARTICLE 33. – CONTINUITE DU SERVICE

Dans les six (6) mois qui précèdent la fin du contrat, et sans délai en cas de fin anticipée, le Concédant peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation, sous réserve de ne pas affecter la bonne exécution du service jusqu'au terme contractuel.

Ainsi, à l'occasion de la remise en concurrence du présent contrat, le Concédant peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre aux candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement.

Dans ce cas, le Concessionnaire est tenu de permettre l'accès à tous les ouvrages et installations des services concédés aux dates fixées par le Concédant.

Le Concédant se réserve la faculté de réunir le Concessionnaire, ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant, pour organiser le transfert de l'exploitation et, notamment, pour permettre au Concessionnaire d'exposer les principales consignes et les modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations de services.

ARTICLE 34. – MODIFICATION ET REEXAMEN DU CONTRAT

Les Parties au présent contrat conviennent de se rencontrer dans l'hypothèse où le Concessionnaire serait confronté à des difficultés et/ou des retards et/ou une impossibilité dans l'exploitation des services à lui confiés, en raison par exemple d'aléas ou de travaux réalisés par la CCINCA. Elles conviennent de se rencontrer également dans le cas où elles souhaiteraient apporter des modifications à l'article relatif aux droits réservés au Concédant.

Les mesures arrêtées peuvent prendre la forme d'une modification des tarifs ou de la durée du Contrat, d'une modification des obligations, y compris financières, du Concessionnaire ou d'une autre compensation définie par les Parties.

Ces hypothèses constituent des clauses de réexamen au sens de l'article L. 3135-1 et R. 3135-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 35. – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont constitués du présent contrat de concession et des annexes suivantes :

- Annexe n°1 : Plan de masse et de situation de la salle Le Dix-Huit
- Annexe n°2 : Plans de la salle polyvalente Le Dix-Huit
- Annexe n°3 : Liste du matériel mis à disposition dit « Biens de retour »
- Annexe n°4 : Liste des « Biens de reprise » et des « Biens propres » apportés par le Concessionnaire (à fournir par le candidat)
- Annexe n°5 : Règlement de fonctionnement / Consignes de sécurité de la Salle Le Dix-Huit (à proposer par le candidat)
- Annexe n°6 : Fiches techniques des matériels - Temps et moyens nécessaires pour aménager la salle selon le type de configuration
- Annexe n°7 : Etude d'impact sur les niveaux sonores
- Annexe n°8 : Compte d'exploitation prévisionnel (à fournir par le candidat selon la trame proposée)
- Annexe n°9 : Coût des prestations sécurité incendie
- Annexe n°10 : Plan de chargement/déchargement
- Annexe n°11 : Descriptif de l'espace bar/buvette
- Annexe n°12 : Marques, logo, noms de domaine, charte graphique, contrat de licences
- Annexe n°13 : Engagements du Concessionnaire contenus dans son offre
- Annexe n°14 : Etat des lieux d'entrée
- Annexe n°15 : Grilles tarifaires – billetterie/location/prestations (à fournir par le candidat)
- Annexe n°16 : Commission de sécurité et d'accessibilité
- Annexe n°17 : Assurance (à fournir par le candidat)
- Annexe n°18 : RGPD
- Annexe n°19 : Règles d'usage des locaux CCINCA (alarmes, système de sécurisation de la salle hors exploitation, etc)

Les Annexes seront jointes au Contrat de concession au moment de la mise au point puis de la signature avec le candidat sélectionné à l'exception des annexes 6, 7, 12, 14, 16, 18 et 19 qui seront jointes à la mise en service de la salle polyvalente

En cas de contradiction entre leurs stipulations, le Contrat prime ses annexes.

ARTICLE 36. – CONTENTIEUX

Les différends découlant de la passation, l'exécution, de l'interprétation ou de la fin du présent Contrat que les parties ne peuvent résoudre par elles-mêmes, seront soumis au Tribunal administratif de Nice, conformément à l'article L. 2331-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Fait à Nice,
Le [date]

Pour la CCI NICE CÔTE D'AZUR

Jean-Pierre SAVARINO
Président

Pour [dénomination],

[Nom]
[fonction]